

LA CROIX

Des associations réclament une « mise à l'abri inconditionnelle » pour des migrants à la rue

Par Ludovic Séré, le 28/5/2020 à 06h08

Trente associations et collectifs dénoncent les conditions de survie « *extrêmement difficiles* » de plusieurs centaines de migrants à la rue dans le nord-est de Paris. Mercredi 27 mai, elles ont déposé un référé liberté, afin d'obtenir la mise à l'abri « *inconditionnelle* ».



« *Nous pensons que la crise sanitaire et le confinement pour tous allaient inciter les pouvoirs publics à plus d'humanité, nous nous sommes trompés* », constate Louis Barda, coordinateur de Médecins du monde à Paris. Une coalition d'une trentaine de collectifs et d'associations a ainsi déposé un référé liberté, mercredi 27 mai, réclamant « *la mise à l'abri inconditionnelle* » et « *l'arrêt des démantèlements sauvages pour les exilés* ».

→ ENQUÊTE. Aide alimentaire : en France, l'inquiétude d'une crise sans précédent

Ces derniers dénoncent l'invisibilisation de plusieurs centaines de migrants, « *poussés en dehors de la capitale* » par des contrôles répétés des forces de l'ordre et des difficultés à accéder « *à l'alimentation, à l'eau, à l'hygiène, aux soins, à l'hébergement et à une information sur leurs droits* ».

Une situation qui n'est pas nouvelle

De petits camps, jusqu'à plusieurs dizaines de tentes, se sont ainsi multipliés tout le long du canal Saint-Denis, entre la capitale, et les villes d'Aubervilliers et de Saint-Denis. À l'image de cette soixantaine de personnes, installées dans la nuit du 26 au 27 mai, aux abords du bassin de la Villette, dans le nord-est de la capitale.

« *Les campements qui deviennent trop importants sont rapidement délogés par la police* », explique Caroline Maillary, chargée des questions asile pour le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti). Elle assure que la situation n'est pas nouvelle. « *Mais les difficultés ont été accentuées pendant le confinement, que ce soit pour les questions sanitaires ou administratives.* »

Coronavirus : le Secours catholique réclame « un plan Orsec pour les plus fragiles »

Les bénévoles de ces associations font état de bilans médicaux révélant « *essentiellement des pathologies soulignant l'impact délétère de la vie à la rue et des difficultés d'accès à l'hygiène sur la santé* ». Le collectif Solidarité migrants Wilson témoigne de conditions indignes de vie. Nora, membre de ce collectif, indique ainsi avoir vu des personnes « *contraintes de faire leurs besoins sur les quais du canal et se laver ou faire leur vaisselle avec cette même eau, faute d'accès à des toilettes publiques* ».

Les démarches administratives, un casse-tête

« *Les situations de ces personnes sont très différentes d'un point de vue administratif* », renseigne Caroline Maillary. S'il s'agit d'étrangers dans l'extrême majorité des cas, certains viennent d'arriver et n'ont pas eu accès à la demande d'asile tandis que d'autres sont en France depuis plusieurs années. « *Les demandes d'asile ne sont pas chose facile en temps normal car les démarches sont fastidieuses et compliquées à comprendre pour qui n'est pas accompagné*, détaille la spécialiste asile de Gisti. *Mais le confinement a encore accru la difficulté en réduisant les effectifs des préfectures.* »

Des migrants piégés par le coronavirus

Elle prend l'exemple d'une famille soudanaise, avec deux enfants en bas âge, dont la demande a été déboutée juste avec le confinement. « *Leurs allocations supprimées, ils ont déposé une demande d'asile pour leur petite fille au nom du risque d'excision en cas de retour au pays.* » Après plusieurs péripéties et recours, la famille a eu gain de cause, « *mais il s'est passé des semaines avant qu'ils aient effectivement accès de nouveau à cette allocation* ».

Une multiplication des interventions policières

D'après ces associations, la pression policière se serait aussi accentuée ces derniers mois. « *Les démantèlements, on connaît, lance Louis Barda. Mais la destruction d'une cinquantaine de tentes et des effets personnels avec ordre de dégager sans proposition de relogement, c'est inédit.* » À Aubervilliers, le 18 mars, 700 personnes se sont par exemple retrouvées refoulées par les forces de l'ordre.

« *Les exilés affirment être fatigués d'être en permanence délogés par la police* », est-il indiqué dans un communiqué. « *Quand on se retrouve à la rue tous les deux ou trois jours, ajoute le coordinateur de Médecins du monde, comprenez qu'il est difficile de s'inscrire dans un projet à long terme.* »

Ludovic Séré